

Rapport annuel

2020
2021

CONSEIL
QUÉBÉCOIS
LESBIENNES
GAIS
BISEXUEL·LE·S
TRANS



LE CQ-LGBT

NOTRE VISION

Une société qui reconnaît, respecte et célèbre la diversité des identités, des désirs et des corps.

NOTRE MISSION

Le Conseil québécois LGBT (CQ-LGBT) est la référence centrale au Québec en matière de défense des droits des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et trans d'ici.

Le Conseil québécois LGBT cherche à consolider les droits des personnes LGBTQ+ au Québec, en plus qu'il milite pour les droits à acquérir, afin que personne ne soit laissé pour compte dans la reconnaissance des diversités sexuelles et de genre. Il revendique également le droit à l'égalité sociale, c'est-à-dire le droit de voir des acquis juridiques se traduire par des acquis sociaux dans la vie de tous les jours.

NOS ACTIONS

Le Conseil agit à titre de porte-parole et d'interlocuteur privilégié auprès des instances tant politiques que sociales relativement à la qualité et aux conditions de vie des personnes LGBTQ+ et de leurs communautés. Pour mener à bien sa mission, le Conseil veille à ce que la société civile québécoise instaure des mécanismes et des politiques adaptées aux réalités et aux besoins des communautés LGBTQ+ dans le but d'éliminer toute discrimination à l'endroit de celles-ci. Il établit des liens avec tous les paliers gouvernementaux et les organisations parapubliques dont la mission touche aux droits de la personne.

En tant que regroupement, le CQ-LGBT représente d'abord ses membres, dont la majorité est composée d'organismes ayant une mission qui touche les personnes LGBTQ+. Il se veut rassembleur et cherche à assurer le rayonnement des initiatives de ses membres, que celles-ci concernent le militantisme, la créativité, la sensibilisation ou la formation.

Il s'assure également de marquer l'imaginaire de la société de manière plus directe en misant sur l'éducation populaire, donc la transmission de sa vision par des conférences, ateliers et campagnes de sensibilisation.

Finalement, le GALA ARC-EN-CIEL, organisé par le Conseil, vise à célébrer le travail et l'apport d'individus et de groupes qui se sont engagés activement auprès des communautés LGBTQ+ au Québec.



L'équipe du CQ-LGBT

TABLE DES MATIÈRES

- 02 Le CQ-LGBT
- 04 Les remerciements
- 05 Reconnaissance territoriale
- 06 Mot de la direction générale
- 07 Mot de la présidence
- 09 La concertation
- 12 La mobilisation
- 13 L'éducation populaire
- 15 L'action politique non-partisane
- 18 La représentation
- 19 Communications
- 21 Directions stratégiques 2021-2022
- 23 Gala Arc-en-ciel
- 25 Partenaires et membres

GRAPHISME RÉALISÉ PAR

 SAMUEL ALEXIS ·
COMMUNICATIONS

REMERCIEMENTS

ENSEMBLE POUR LA RÉUSSITE DU CQ-LGBT

De la part de toute l'équipe :

Ariane Marchand-Labelle,
directrice générale ;
Gabriela Gomes Santos, coordonnatrice
à l'administration ;
Sheba Akpokli, coordonnatrice
des services aux membres ;
Diane Gistal, coordonnatrice aux
communications et aux événements ;
Catherine Lavarenne, responsable
du financement et des partenariats ;
Étienne Dufour, responsable du
développement des compétences
du Congrès ;
Anne-Sophie Ponsot, chargée de projet ;
Roxane Nadeau, chargée de projet.

Cette année, notre équipe a aussi
pu compter parmi ses membres, les
extraordinaires collègues que furent
Marie-Pier Boisvert, **Lou Tajeddine**,
Flavie Choquette-Giguère, **Barbara
Andrade Sousa**, **Mathieu Lambertin**, **Loïs
Crémier** et **Jade Almeida**.

Merci au Conseil d'administration (en date du 31 mars) :

Thierry Arnaud, président ;
Joël Xavier, secrétaire ;
Mona Greenbaum, trésorière ;
André Ho, administrateur ;
Daniel Gosselin, administrateur ;
Karine-Myrgianie Jean-François,
administratrice ;
Lorinne Larouche, administratrice ;
Pascal Vaillancourt, administrateur.

Merci à nos partenaires contractuel - les indispensables :

Lise Chovino ;
Yarijey ;
Samuel Poliquin ;
Marc-André Dugré ;
Mazars ;
Nicolas Richard ;
Afoali de 9:16 stories ;
MC Turcotte ;
House 9 Design.

Merci à ceux qui nous éclairent dans différents comités de projet :

Merci aux personnes s'étant impliquées dans les comités
du projet Labyrintes, notamment **Annabelle Santerre**,
Clémence Rousseau-Cyr, **Roger Noël**, **Alexe Dubois**,
Christine Christie, **Isabelle Schanck**, **Alexandre Huard-
Joncas**, **Stéphanie Héroux**, **Julie Fortier**, **Janie Goulet-
Roch**, **Nancy Gilbert**, **Daphnée Gwilliam**, **Brian Carey**,
Daniel Gosselin, **Christine Côté**, **Johanie Vendette**,
Mireille St-Pierre, **Isabel Matton**, **Hélio L. B.**

Merci aux militant-es ayant participé au comité trans,
notamment **Séré Beauchesne Lévesque**, **Celeste
Trianon**, **Noé Larose**, **Julien Leroux-Richardson**, **Zoë
Vessia**, **Raphaële Frigon**, **Abigaël Bouchard**,
Maxime Faddoul, **Merick Djamadar**, **Dalia T.**,
Florence Ashley, **Loïs Crémier**, **Ash Paré**, **Mitchell Rae
Cousineau**, **Maria Arcobelli Sacco**, **Colleen Ovenden**,
Olivia Baker, **Françoise Susset**, **Valérie Bélisle**.

Un merci spécial à toutes nos proches collaborateurices
pour votre confiance et votre soutien.

Merci aux élu-es qui portent nos luttes et à leurs attaché-
es politiques.

Merci à la Banque Nationale pour l'appui financier et à
toutes les personnes qui ont travaillé pour la 16e édition
du Gala Arc-en-ciel.

Merci aux employé.e.s du Comité social Centre-Sud pour
l'accueil habituel.

Merci à nos membres, qui, cette année encore plus que
d'habitude, ont participé activement à la vie du Conseil.

Et à ceux qu'on oublie malencontreusement.

RECONNAISSANCE TERRITORIALE ET DÉMARCHES DE DÉCOLONISATION

Au cours de la dernière année, le Conseil a poursuivi ses réflexions sur son approche et ses pratiques auprès des communautés autochtones.

En tant qu'organisation visant une transformation sociale permettant la reconnaissance, le respect et la célébration des identités diverses; et qui inscrit son approche dans une perspective intersectionnelle, il appert que nos pratiques, jusqu'à présent, ne reflètent pas une réelle solidarité avec les peuples des Premières Nations.

Nous poursuivons nos démarches pour décoloniser nos pratiques, notamment en effectuant pour une deuxième année consécutive une reconnaissance territoriale dans notre rapport annuel. Nous reconnaissons que le bureau du Conseil québécois LGBT est situé en territoire autochtone, lequel n'a jamais été cédé. Nous reconnaissons la nation Kanien'kehá:ka comme gardienne des terres et des eaux sur lesquelles nous nous réunissons aujourd'hui. L'île appelée «Montréal» est connue sous le nom de Tiohtiá:ke dans la langue des Kanien'kehá:ka et est historiquement connue comme un lieu de rassemblement pour de nombreuses Premières Nations. Aujourd'hui, une population autochtone diversifiée, ainsi que d'autres peuples, y résident. C'est dans le respect des liens avec le passé, le présent et l'avenir que nous reconnaissons les relations continues entre les Peuples autochtones et autres personnes de la communauté montréalaise.

En tant qu'organisation dirigée par des non-Autochtones, nous reconnaissons faire partie d'un système complice de la violence envers les communautés autochtones et sommes conscient-es de notre position de colonisatrices. Ce système nous a malheureusement été reflété une

fois de plus en septembre 2020 par le décès de Joyce Echaquan, une femme Atikamekw de la communauté de Manawan, qui a filmé peu de temps avant son décès à l'hôpital une vidéo du personnel soignant l'insultant et la maltraitant. Loin d'être un cas isolé, cette situation nous rappelle à quel point un système raciste et colonial demeure ancré, et continue d'influencer nos pratiques. Nous souhaitons questionner notre propre positionnement et nos pratiques, et reconnaissons qu'une véritable démarche de décolonisation ne pourra être réalisée qu'en faisant preuve d'écoute et en créant des liens empreints de respect mutuel et de solidarité avec les peuples des Premières Nations. Cette année, nous avons eu l'immense privilège de collaborer avec différentes organisations et communautés autochtones dans le cadre de nos activités et projets, notamment dans le cadre du projet Pour en finir avec les labyrinthes, qui vise à améliorer les services pour les survivant-es LGBTQ+ et Two-Spirit de violences sexuelles. Ce projet nous a permis d'établir des partenariats avec des organismes de la communauté de Lac-Simon en Abitibi-Témiscamingue, d'Uashat mak Mani-Utenam sur la Côte-Nord, de Kahnawake en Montérégie, et des organismes tels que le RÉSEAU de la communauté autochtone de Montréal et le Foyer pour femmes autochtones de Montréal.

Le Conseil s'engage à favoriser la poursuite d'un dialogue mutuellement fructueux et respectueux avec les membres des communautés et peuples autochtones. Nous souhaitons également déterminer et mettre en place, au cours des prochaines années, des actions concrètes qui pourront contribuer à notre processus de décolonisation et au processus de réconciliation, même si nous en sommes encore bien loin. Nous espérons que ces démarches nous permettront de définir collaborativement, avec les membres des communautés et peuples autochtones, le rôle (s'il y a lieu d'être) du Conseil pour favoriser la reconnaissance des droits des personnes autochtones des diversités sexuelles et de genre et, à une plus grande échelle, soutenir activement les luttes autochtones.

Nous savons que ce travail en cours et notre processus d'apprentissage sont loin d'être terminés. Nous vous encourageons à nous faire parvenir vos commentaires pour nous accompagner dans notre démarche d'amélioration de notre organisme et de nos pratiques!

MOT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE



Ariane Marchand-Labelle

Dire que les quelque 12 derniers mois ont été remplis de défis serait sans doute l'euphémisme de l'année. Avec le départ prématuré de Marie-Pier Boisvert à la direction générale, une transition arrivée plus vite que prévue, parallèle à la gestion pandémique, une équipe affectée par le contexte ambiant et les multiples apprentissages à faire, mon entrée en poste à titre de directrice générale ne fut pas de tout repos.

Les souliers à chausser étaient bien grands et scintillants pour l'attachée politique discrète que je fus pendant des années. Tous les jours, j'apprends à mieux connaître nos membres et à m'approprier mon rôle. Il faut dire que j'ai la chance de pouvoir compter sur une équipe du tonnerre, des administratrices solidaires et des membres compréhensifs, compréhensives.

Paradoxalement, l'année qui vient de passer en a été une de rapprochement et de proximité... en virtuel. Vous n'avez jamais été aussi sollicité-es comme membres du Conseil, vous ne vous êtes jamais autant fréquenté-es, jamais nous n'avons eu les capacités de vous consulter aussi souvent, ou de vous offrir autant de services. Des comités-conseil de projets, aux espaces de concertation formels, à l'offre de mentorat croisé en passant par l'aide aux demandes de subventions et au référencement, nous avons multiplié les occasions d'expérimentation et avons testé des formules diverses.

Votre participation et votre dynamisme ont été des plus motivants. Suivre vos actions et défis attise notre passion. Être témoin de la résilience, de l'implication et de la solidarité de nos membres, c'est ce qui nous inspire et nous émeut au quotidien et nous donne envie de travailler plus fort.

Pour l'année à venir, nous continuerons sur cette voie. Bien que la concertation ne soit pas toujours un exercice facile, nous souhaitons contribuer à bâtir une culture de collaboration, d'entraide et d'empathie parmi les membres du CQ-LGBT. Un grand défi sera de pérenniser ces nouvelles pratiques pour nous assurer que notre milieu soit fort et qu'il collabore efficacement et solidairement dans l'objectif de faire avancer nos luttes collectives.

Pour finir, en cette année bien spéciale, toute l'équipe tient à vous exprimer son admiration et sa reconnaissance pour toutes les personnes qui travaillent et militent au sein des organismes membres, qui chaque jour contribuent à ces changements sociaux pour lesquels nous militons. C'est un honneur de mener nos luttes à vos côtés.

Solidairement,

Ariane Marchand-Labelle





Thierry Arnaud

MOT DE LA PRÉSIDENTENCE

ENSEMBLE, TOUS ENSEMBLE !

En ce milieu d'année 2021, je voudrais d'abord saluer le travail exceptionnel de notre directrice générale Ariane Marchand-Labelle et de son équipe qui ont su passer à travers une année de confinements successifs en restant solidaires et en prenant soin les uns des autres. Songez que nous en sommes à la troisième vague de cette pandémie qui n'en finit pas de secouer la planète et de bouleverser nos vies!

Cette année encore aura vu des mouvements dans l'équipe avec l'arrivée de Roxane, Anne-Sophie, Catherine et Étienne, le départ de Marie-Pier, Mathieu, Lou et Flav et le rapide passage de Loïs, Jade et Barbara. Ariane travaille fort pour maintenir et développer une culture de collaboration et un sens de l'appartenance qui sont essentiels pour le développement des capacités de l'organisme. Elle peut compter pour cela sur la contribution exceptionnelle de Gabriela, à qui rien n'échappe, qui ne cesse de développer ses compétences et sa maîtrise, et a été promue comme coordonnatrice à l'administration ainsi que de Diane aux communications et à l'événementiel et Sheba aux services aux membres.

Le Gala Arc-en-ciel 2020 s'est déroulé de façon entièrement virtuelle et l'idée d'envoyer une équipe de tournage à travers le Québec nous a permis de découvrir les meilleures pratiques et de mettre en valeur les organismes en région. Les vidéos peuvent encore être visionnées sur <https://www.conseil-lgbt.ca/gala-arc-en-ciel-2020/> et ce pour longtemps, ce qui offre une visibilité accrue à nos membres. N'hésitez pas à les regarder de nouveau et à les diffuser largement! Le Gala prendra une pose cette année et reviendra plus fort en 2022 dans une version post-pandémie enrichie des apprentissages du virtuel et dans un esprit de renouveau!

Le «Plan de revendications communes» est un travail de longue haleine qui se poursuit dans un esprit de concertation et de collaboration qui, au-delà d'un savoir-faire complexe développé par notre équipe, est désormais une véritable compétence pour laquelle notre organisme est reconnu.

Le Fonds de développement des capacités communautaires LGBTQ2 nous finance de nouveau cette année. Le renforcement des capacités des groupes communautaires LGBTQ2 est plus important que jamais alors que nous sortons de la troisième vague de la pandémie et que nous nous préparons à un retour à une vie sociale en présentiel.


Même si en 2020, des projets ont été retardés, ils continuent cette année. Citons notamment : « Pour en finir avec les labyrinthes : vers une complémentarité des services en violences sexuelles soutenant les survivantEs LGBTQ+ et Two-Spirit », sous la direction d'Anne-Sophie. Ainsi que le projet initié par Flav et maintenant poursuivi par Roxane qui consiste en une formation et un accompagnement pour « Favoriser l'inclusion des femmes trans dans les centres accueillant les survivantes d'agressions sexuelles au Québec ». D'autres sont achevés comme le projet porté par Lou et Loïs : le guide « Mieux nommer pour mieux comprendre : prévenir l'intimidation des personnes trans et non binaires à travers les mots », publié en février 2021. À noter que la formation de Jade aux « Pratiques inclusives pour un milieu LGBTQ+ antiraciste » est désormais accessible de manière virtuelle. Une belle réalisation, nécessaire en temps de pandémie.

Nécessaire et bienvenue car les communautés sont plus que jamais victimes du racisme, que ce soit la communauté noire ou asiatique ou d'origine indienne. N'oublions pas la montée des violences faites aux femmes et l'augmentation record des crimes haineux ciblant l'orientation sexuelle ou l'identité de genre au sein de la société. Nos communautés sont particulièrement visées et nos groupes communautaires ressentent profondément les tensions et violences qui les secouent. Plus que jamais nous devons rester unis car nous ne passerons à travers ces épreuves qu'ensemble, tous ensemble !



Thierry Arnaud

président du Conseil d'administration
du Conseil québécois LGBT



Équipe du CQ-LGBT



LA CONCERTATION

TABLE DE CONCERTATION DES MEMBRES

Améliorer nos actions stratégiques et mieux inclure nos membres à nos actions est un défi que nous avons à cœur. De ce fait, il était important pour nous d'avoir un espace où consulter nos membres plus formellement, nous concerter afin de faire émerger des positions, des recommandations ainsi que des perspectives d'amélioration des actions du Conseil. Cette table de concertation qui réunit les organismes membres du Conseil, présent-es dans 14 des 17 régions du Québec, nous sert de plateforme afin de discuter des enjeux qui entourent nos luttes. Elle nous permet également de renforcer nos liens et d'encourager plus de collaborations entre nos membres. Au cours de la dernière année, cette table s'est réunie deux fois, et en moyenne une quarantaine de nos membres étaient présents à chaque rencontre. Cette importante participation démontre l'intérêt de nos membres pour ce genre d'espaces collaboratifs.

COMITÉ DES RÉGIONS

Ce comité a été mis sur pied cette année et rassemble nos membres dont le siège social est dans les régions hors de Montréal. Ce comité a été mis en place pour contribuer à une meilleure collaboration entre les organismes nationaux et locaux, et à la création de ponts entre eux. Il permet aussi de coordonner des actions et demandes politiques et de partager des idées et de bonnes pratiques entre organismes de régions ayant des réalités semblables. Ce Comité s'est déjà réuni deux fois au cours de l'année, avec en moyenne 25 membres participant-es par rencontre.

COMITÉ TRANS

Le comité Trans a continué ses actions au cours de l'année. L'une des actions majeures était en lien avec les recommandations au ministre de la Justice quant aux modalités de mise en œuvre de la décision de la Cour supérieure du Québec qui invalide plusieurs articles du Code civil discriminatoires à l'endroit des personnes trans et non-binaires.

MENTORAT

Pour encourager le transfert de connaissances, le partage d'expérience et l'entraide entre les membres, le Conseil a mis sur pied un réseau de mentorat. Le programme se traduit par une collaboration entre un.e mentor.e, expérimenté.e et expert.e. d'un sujet, et une personne mentorée, pouvant profiter des connaissances de la personne avec qui elle est jumelée. Les rencontres s'inscrivent dans une dynamique d'échange, de partage, de confidentialité et d'engagement mutuel.

Des rencontres se sont déjà tenues et les rétroactions des participant.e.s indiquent toutes des échanges fructueux et enrichissants.

Mentorat

**NOUS
RECHERCHONS
DES MENTOR.E.S!**



APPELS PÉRIODIQUES

Afin de rester en phase avec les réalités et les besoins des membres, et pour entretenir une relation de proximité et de confiance avec les organismes qu'il représente, le Conseil a mis en place une pratique qui vise à discuter plus régulièrement avec ces derniers, via des échanges en visioconférence.

Le Conseil a à cœur de connaître les préoccupations et les actions menées par ses membres et ces discussions sont aussi l'occasion pour les organismes d'être tenus au courant des dossiers sur lesquels le Conseil québécois LGBT travaille au même moment.

CONTINUITÉ DU PROJET « POUR EN FINIR AVEC LES LABYRINTHES : VERS UNE COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES EN VIOLENCES SEXUELLES SOUTENANT LES SURVIVANT-ES LGBTQ+ ET TWO-SPIRIT »

Le projet s'est poursuivi au cours de cette année. Les déplacements dans les différentes régions concernées par le projet ont dû être mis sur pause en raison de la situation pandémique, mais plusieurs activités ont pu se poursuivre, dont les entrevues réalisées de manière virtuelle auprès des organismes partenaires du projet. Ces entrevues avaient pour but de mieux exposer les défis et besoins de ces organismes, en vue d'offrir des services aux personnes LGBTQ+ et Two-Spirit survivant-es de violences sexuelles. La création des liens avec diverses parties prenantes a donc pu se poursuivre. Après consultation et aide de la part d'organismes partenaires, les entrevues avec les survivant-es LGBTQ+ et Two-Spirit ont également été adaptées de manière à être réalisées virtuellement. Des mesures de sécurité et de confidentialité ont été instaurées, et les affiches et vidéos de recrutement ont été diffusées auprès des partenaires du projet et du CQ-LGBT. Les entrevues avec les survivant-es se poursuivent.

COLLABORATION AVEC D'AUTRES RÉSEAUX CANADIENS

Nous continuons notre collaboration avec le Réseau Dignité, qui est un regroupement d'organismes des quatre coins du Canada impliqués dans l'appui aux droits de la personne des personnes LGBTI dans le monde. Aussi, nous collaborons aussi avec le Réseau Enchanté qui est un réseau national qui relie et soutient plus de 120 centres de fierté et organisations de services 2SLGBTQ au Canada. Nos collaborations se concentrent sur des actions de plaidoyer et de représentations de nos populations.

CONSULTATION PAR DIVERSES INSTANCES PUBLIQUES

Nous avons été, au cours de cette année, consultés par diverses instances publiques comme, en autres, Statistique Canada pour les enjeux liés au recensement et à la prise en compte et la représentation des enjeux liés à la pluralité des genres, qui n'avait jamais été abordée dans ce processus. Nous avons aussi été consultés par le SPVM dans le cadre du Projet d'optimisation du Bureau du service aux citoyens du SPVM. Notre contribution visait à sensibiliser le Bureau quant à l'impact de cette optimisation sur les personnes LGBTQ+, dans une perspective intersectionnelle.

COMITÉ AVISEUR SUR L'INTERSECTIONNALITÉ DE JURIPOPOP

Le comité s'est rencontré régulièrement pendant l'année pour préparer et accompagner le nouveau service¹ de Juripop destiné à accompagner et conseiller les survivant-es de violences à caractère sexuel ou de harcèlement au travail. Les objectifs de ce comité sont de rendre le projet imputable de ses ambitions d'équité, de diversité et d'inclusion et de fournir des recommandations sur des objectifs ciblés (p. ex. : le formulaire, les pubs, l'évaluation des services, etc.), en plus de soutenir Juripop dans la diffusion du programme auprès de certaines populations.

PROJET DE RECHERCHE SUR LA VIOLENCE SEXUELLE DANS LES MILIEUX D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Débuté en 2019, ce projet de partenariat interdisciplinaire et intersectoriel vise à développer des initiatives innovantes dans le domaine des violences sexuelles en milieu d'enseignement supérieur (VSMES). Il est dirigé par la chercheuse Manon Bergeron, de l'Université du Québec à Montréal, et titulaire de la Chaire de recherche sur

1. <https://juripop.org/jai-vecu-du-harcelement-au-travail-ou-des-violences-sexuelles>

les violences sexistes et sexuelles en milieu d'enseignement supérieur. D'une durée de trois ans (2019-2022), le projet poursuit trois objectifs distincts : mieux comprendre les enjeux actuels associés à la VSMES ; documenter d'une part la variabilité des trajectoires de personnes victimes de VSMES ayant signalé leur situation à l'établissement d'enseignement, d'autre part l'adéquation entre la réponse institutionnelle et les besoins de ces personnes ; et développer des instruments pour les milieux d'intervention et de recherche. Membre de comités du projet, le CQ-LGBT participe à titre de partenaires aux réunions de ces comités.

PROJET DE RECHERCHE VIOLENCE SEXUELLE EN MILIEU D'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL CHEZ LES PERSONNES DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE : ACCÈS AUX SERVICES D'AIDE ET TRAJECTOIRES DE SIGNALEMENT

D'une durée de deux ans (2021-2023), ce projet de la Chaire de recherche sur les violences sexistes et sexuelles en milieu d'enseignement supérieur de l'UQAM vise à approfondir nos connaissances sur les dynamiques de violence sexuelle en milieu d'enseignement supérieur touchant spécifiquement les personnes LGBTQ2 étudiant dans un établissement collégial, ainsi que les obstacles rencontrés dans l'accès aux services et les trajectoires de signalement à l'institution collégiale. Des recommandations seront formulées pour les stratégies de prévention et l'adaptation des services tenant compte des besoins particuliers des personnes de la diversité sexuelle et de genre. Le CQ-LGBT siège sur le comité d'encadrement du projet, dont le mandat sera de valider le questionnaire

adapté pour la population étudiante et des minorités sexuelles ou de genre, de proposer des stratégies pour favoriser le recrutement, de discuter des résultats et des recommandations découlant de ceux-ci puis de participer aux différentes stratégies de diffusion des résultats pour rejoindre différents publics.

PROJET DE RECHERCHE VIA-LGBTQ2

Le CQ-LGBT poursuit son implication à titre de partenaire dans le projet de recherche mené par la professeure Valérie Roy, de l'École de travail social et de criminologie de l'Université Laval, intitulé Violence dans les relations intimes et amoureuses chez les populations LGBTQ2+ : Documenter le phénomène pour mieux outiller et former les professionnelles et professionnels de la santé et des services sociaux. Ce projet vise à accroître la compréhension de la violence dans les relations intimes et amoureuses ainsi que de ses répercussions au sein de la communauté LGBTQ2 du Québec. Il vise également à mieux outiller les professionnelles de la santé et des services sociaux pour contrer cette violence. Le Conseil a participé aux différentes rencontres organisées avec les partenaires et collaboratrices du projet. En tant que partenaire, le Conseil participe notamment au développement des outils de recherche et de recrutement, à l'analyse de données, et au développement des outils, de la page Web et de la formation.

ESPACE LGBTQ+

Le Conseil a participé aux activités du nouvel organisme Espace LGBTQ+, visant à développer et gérer un réseau immobilier de locaux abordables, durables, accessibles et adaptés pour les groupes communautaires de la diversité sexuelle et de genre. Les objectifs de l'organisme sont de renforcer les capacités communautaires et financières du milieu communautaire, de faciliter l'accès aux populations desservies et de développer une expertise pour lutter contre la précarité locative des organismes LGBTQ+.



LA MOBILISATION

COMMÉMORATION DES PERSONNES LGBTQ+ DÉCÉDÉES DE COVID-19

Le 11 mars, nous avons pris part à la Journée de commémoration nationale en mémoire des victimes de la Covid-19, organisée par la Fondation Émergence. C'était l'occasion de démontrer notre solidarité envers nos communautés vulnérables, en l'occurrence nos aîné-es. Cette solidarité s'étend aussi à toutes les personnes qui déjà avant la crise étaient vulnérabilisées sur le plan économique et social. Parmi elles, de nombreuses femmes et personnes racisées dont le travail, souvent de première ligne, les expose davantage aux dangers d'une pandémie.

VIGILES DE SOLIDARITÉ TRANS

Le 31 mars a marqué la Journée internationale de la visibilité trans. Pour apporter notre solidarité aux personnes trans, nous avons participé à plusieurs vigiles à la mémoire de personnes trans disparues, et en solidarité à toutes les personnes trans au Québec et partout ailleurs.

COMITÉ 12 JOURS ET COMMÉMORATION DU 6 DÉCEMBRE

Pour une 5e année consécutive, nous avons pris part au Comité 12 jours d'action contre la violence faite aux femmes, dont les activités culminent lors de la commémoration du 6 décembre 1989 au parc éponyme. Coordonnées par la Fédération des femmes du Québec, les rencontres ont permis de mettre en place plusieurs actions et événements, en virtuel et en présentiel, qui mettaient en lumière les dimensions systémiques des violences faites aux femmes, certaines exacerbées par le contexte pandémique. Notre chargée de projet Anne-Sophie Ponsot a eu l'occasion de prendre la parole lors de la commémoration du 6 décembre.



L'ÉDUCATION POPULAIRE

FORMATION AUX PRATIQUES INCLUSIVES : POUR UN MILIEU LGBTQ+ ANTIRACISTE

En 2017, le Conseil québécois LGBT a publié son Rapport sur le racisme systémique vécu par la communauté LGBTQ+ montréalaise dans le cadre d'une Consultation de la ville sur le racisme systémique.

Le rapport reposait sur des entretiens individuels qui ont été réalisés auprès de personnes LGBTQ+ racisées. La plupart de ces personnes ont relevé le manque de visibilité et de conscientisation autour du problème de racisme qui plane dans les organismes LGBTQ+.

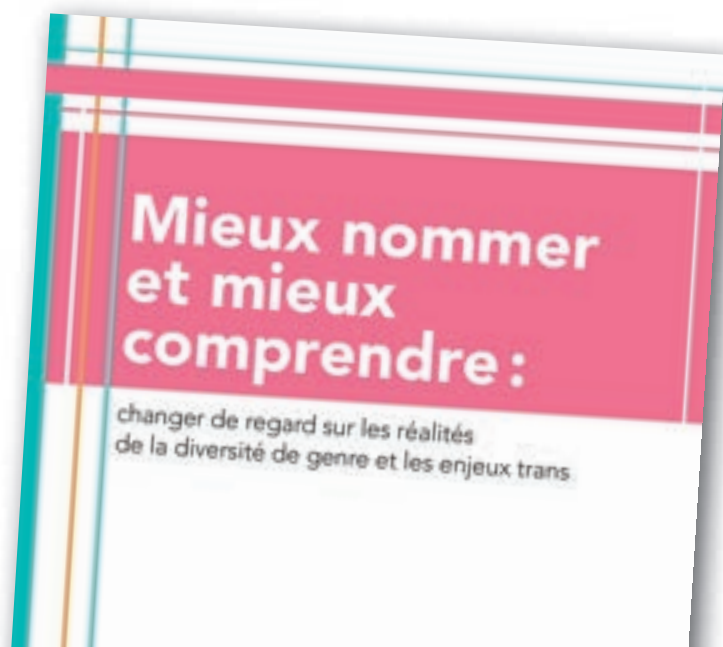
La formation aux pratiques inclusives propose de mettre de l'avant les difficultés vécues par les personnes LGBTQ+ racisées, de lancer des réflexions et de proposer des outils et des pistes de solution qui rendront le milieu communautaire œuvrant pour la défense des droits des personnes de la DSPG plus inclusif et conscientisé.

MIEUX NOMMER ET MIEUX COMPRENDRE

Le guide Mieux nommer et mieux comprendre: changer de regard sur les réalités de la diversité de genre et les enjeux trans est paru au cours de l'automne dernier et offre des outils pratiques aux médias et aux services de soutien de première ligne qui interagissent, directement ou indirectement, avec des personnes trans. Les conseils contenus dans chaque section s'appliquent à de nombreux cas de figure, de la recherche journalistique à l'accueil dans les services essentiels, en passant par les pratiques d'entrevue et les interactions quotidiennes en milieu de travail.

DISCUSSION À LA CENTRALE POWERHOUSE

La Centrale galerie Powerhouse a organisé en août dernier une discussion avec l'artiste Clara Painchaud, en collaboration avec le Conseil québécois LGBT et Alterhéros, dans le cadre d'une exposition qui a été présentée du 31 juillet au 6 septembre 2020. Le travail de l'artiste, qui cherche à rendre visibles des lieux où se côtoient la douceur et la violence, représentait un moment propice pour discuter des violences sexuelles et des identités queers.



LE GUIDE DE TRANSITION MÉDICALE DE TRANS ESTRIE

Le Conseil a offert un soutien logistique et son avis pour un projet de Trans Estrie visant à créer un guide en ligne de transition médicale. L'objectif était de donner les outils nécessaires aux personnes trans et non-binaires pour qu'elles puissent prendre en main leurs démarches de transition médicale et fournir un consentement éclairé et accroître le soutien social à la transition.

PROJET D'ATELIER D'INCLUSION POUR RESSOURCES SERVANT LES FEMMES TRANS ET NON-BINAIRES SURVIVANT-ES DE VIOLENCES SEXUELLES ET INTIMES

Le projet du volet violences a connu un départ compliqué par la pandémie, alors que les centres s'étant inscrits à la formation ont dû fermer, rendant impossible le suivi d'une formation sur le plancher. Nous avons alors pris une pause, durant laquelle notre chargé-e de projet a quitté l'équipe.

Alors que la situation de confinement se prolongeait, nous avons remanié le projet pour le faire passer EN mode virtuel et avons engagé une nouvelle chargée de projet. Cette dernière s'est approprié le contenu et a bâti sa propre formation à partir du travail accompli précédemment et en reprenant la liste de centres ayant déjà manifesté leur intérêt.

CHAIRE DE RECHERCHE SUR LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET LA PLURALITÉ DES GENRES

Le Conseil poursuit sa collaboration avec la Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres - anciennement Chaire de recherche sur l'homophobie - en tant que membre du Comité de direction de celle-ci, mais également comme collaborateur et consultant régulier.

PROJET SAVIE-LGBTQ

Le Conseil poursuit son travail à titre de co-chercheur et membre du Comité de direction du projet SAVIE-LGBTQ, qui entamera sous peu sa 6e année. Ce projet de recherche vise à dresser un portrait (quantitatif et qualitatif) des parcours et des formes contemporaines d'inclusion/exclusion sociales vécus par des milliers de personnes lesbiennes, gaies, bissexuelles, trans et queer (LGBTQ+) résidant au Québec, ainsi qu'à réaliser une analyse critique des politiques publiques québécoises et canadiennes les concernant. Au cours de la dernière année, le volet enquête du projet a finalisé son recrutement, avec près de 5000 questionnaires remplis. Le volet qualitatif a également terminé ses entrevues et 132 récits ont pu être recueillis. Les équipes du projet entament ainsi le processus d'analyse des données.



L'ACTION POLITIQUE NON-PARTISANE

PLAN DE REVENDICATIONS

Le travail entamé il y a plus d'un an va finalement bon train! On se souviendra que lors du Congrès des membres tenu le 13 et 14 mars 2020, à la veille du premier confinement, nous avons commencé le travail de groupe pour revoir et bonifier les revendications issues du sondage mené précédemment. Ayant grandement surestimé le travail, nous avons opté pour la formation de comités thématiques qui travailleraient le Plan à partir d'enjeux visés. En raison de la pandémie, le travail a été quelque peu reporté, mais a finalement été bien entamé à l'hiver 2021. Une première version de cinq sections sur neuf a été proposée aux membres qui ont participé aux comités, et le travail est prévu au cours des prochains mois pour les quatre autres sections.

RAPPORT DÉPOSÉ AU COMITÉ DE RÉVISION DES RÈGLEMENTS POUVANT INDIUIRE DU PROFILAGE RACIAL OU SOCIAL, VILLE DE MONTRÉAL

Mandaté par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale, ce comité a pour mission de réviser les règlements de la Ville de Montréal pouvant potentiellement induire du profilage racial et social direct ou indirect. Le rapport que nous avons remis rappelle l'historique de violence et de surcriminalisation que nos communautés ont subies de la part des services policiers et carcéraux, expliquant

la méfiance de nos populations envers la police et leur très faible propension à porter plainte lorsqu'elles vivent des violences. De façon générale, nos constats recommandaient de revoir certains règlements qui visent clairement à policer et à contrôler des comportements associés à des populations marginalisées, notamment les personnes en situation d'itinérance, les personnes racisées et les femmes trans, et non à protéger le public. Nous dénonçons aussi la part gigantesque que certains règlements laissent à la discrétion et à l'arbitraire des agent-es de police. Enfin, nous proposons de prendre acte qu'une intervention de type sociale, dans la plupart des cas visés par ces règlements, serait plus adéquate qu'une intervention policière.

RAPPORT DÉPOSÉ LORS DES CONSULTATIONS SUR LE PLAN D'ACTION INTÉGRÉ EN DIVERSITÉ ET INCLUSION SOCIALE, VILLE DE MONTRÉAL

Dans le cadre de l'élaboration de son premier Plan d'action intégré en diversité et inclusion sociale, la Ville de Montréal a consulté des organismes de divers secteurs pour revoir et commenter les objectifs et actions proposés. Notre présence lors de ces consultations a permis d'éclairer l'impact particulier que certaines actions pourraient avoir sur nos communautés, et de nous assurer que celles-ci ne soient pas oubliées dans l'élaboration des mesures visant à appliquer ces actions. Pour ne nommer que quelques exemples, nous avons pu attirer l'attention sur la surreprésentation des jeunes LGBTQ+ chez les populations en situation d'itinérance, le manque de services adéquats pour les personnes LGBTQ+ immigrantes, le haut taux d'actes violents subis par nos populations et le sentiment d'insécurité qui en découle, l'inconfort à utiliser les services municipaux en raison de crainte de discrimination, et la nécessité de respecter l'identité de genre dans les documents d'identification municipaux.

ENJEUX FÉMINISTES

Dans le cadre du Comité 12 jours d'action contre la violence faite aux femmes, auquel nous avons par ailleurs participé activement, nous avons assisté à une rencontre en novembre avec la ministre québécoise responsable de la Condition féminine, Isabelle Charest, ainsi que la sous-ministre associée au Secrétariat à la Condition féminine, Catherine Ferembach, pour leur exposer les enjeux touchant nos communautés et particulièrement les femmes aux croisements des oppressions.

PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE

Suivant le dernier appel de projets du Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie, nous avons tenu une rencontre avec nos membres pour discuter de certains enjeux qui retiennent notre attention, notamment les critères d'attribution des ressources. Nous avons par la suite porté certaines demandes communes auprès du ministère de la Justice. Nous avons notamment obtenu le report de la date limite de l'appel de projets, sans quoi plusieurs de nos membres n'auraient pu déposer leur demande. Nous avons par la suite échangé avec le Bureau pour lui faire part de demandes et de recommandations énoncées par nos membres.

COMITÉ NATIONAL SUR L'ADAPTATION ET L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX POUR LES PERSONNES DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE

Notre directrice siège sur ce nouveau comité piloté par le ministère de la Santé et des services sociaux en collaboration avec le ministère de la Justice du Québec. Le mandat du Comité est de produire des avis en vue de la création de lignes directrices ministérielles, dont le dépôt est prévu au plus tard en juin 2022. Les responsabilités de ce comité sont larges :

elles touchent l'identification des besoins, des enjeux, des défis et des meilleures pratiques. Le comité émettra des orientations et des avis afin de soutenir l'élaboration par le MSSS de politiques, de lignes directrices et de programmes visant à améliorer la santé et le bien-être des personnes de la diversité sexuelle et de genre.

COLLABORATIONS PANCANADIENNES

Au cours de l'année, nous avons eu l'occasion de collaborer avec plusieurs organisations pancanadiennes. Nous avons obtenu, avec le Réseau Enchanté, une subvention d'Egides afin de produire conjointement une étude sur le sous-financement historique des organismes LGBTQ+, qui sera menée par l'Institut de recherche et d'informations socio-économique (IRIS). Nous avons par ailleurs participé à des rencontres de coordination avec plusieurs organismes canadiens, dont Rainbow Railword et Fierté Canada Pride, sur différents enjeux, dont l'appel de projet du ministère Femmes et égalité des genres, la réponse au budget fédéral et les consultations en vue du premier Plan d'action LGBTQ2 du gouvernement fédéral.

PARTICIPATION AUX AUDIENCES EN COMMISSION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LE PROJET DE LOI 70

Dans le cadre du projet de loi 70, Loi visant à protéger les personnes contre les thérapies de conversion dispensées pour changer leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression de genre, Daniel Gosselin, membre de notre conseil d'administration, a participé aux audiences en commission parlementaire. Dans son allocution, Daniel a soulevé la crainte que le projet de loi ne parvienne pas à définir et à empêcher adéquatement toutes les formes de thérapie de conversion, et a demandé la mise sur pied de mesures d'aide aux victimes des thérapies de conversion.



APPUI AU CENTRE DE LUTTE CONTRE L'OPPRESSION DES GENRES DANS LA POURSUITE AU CIVIL POUR LES DROITS TRANS ET NON-BINAIRE

Le 28 janvier 2021 a été rendu un jugement historique invalidant plusieurs articles du Code civil qui ne respectaient pas les droits des personnes trans et non-binaires protégés par la Charte québécoise des droits et libertés de la personne et la Charte canadienne des droits et libertés. Ce jugement faisait suite à la poursuite entamée en 2014 par le Centre de lutte contre l'oppression des genres. L'invalidation de ces articles confirme que l'exigence selon laquelle les personnes ne peuvent être désignées que comme hommes ou femmes est inconstitutionnelle et brime les droits des personnes non-binaires. La Cour a également confirmé que les personnes trans et non-binaires devraient pouvoir changer la désignation «père», «mère» ou «parent» sur l'acte de naissance de leur enfant pour le terme qui correspond à leur identité.

Enfin, l'obligation d'avoir la citoyenneté canadienne pour pouvoir changer de nom ou de mention de sexe sur ses documents officiels et l'exigence d'une évaluation médicale pour de jeunes trans sont aussi déclarées inconstitutionnelles. Le gouvernement a déjà annoncé qu'il ira en appel pour cette dernière mesure. La Cour a cependant maintenu le droit de veto des parents pour la procédure de changement de nom ou de mention de genre, ce que le Centre contestera. Finalement, l'obligation de désigner un sexe à la naissance est maintenue, à notre grande déception. Lors du dépôt du jugement, nous nous sommes

mobilisés et concertés en appui au Centre dans le but de nous assurer que le gouvernement implique les communautés concernées et tienne compte de leur expertise dans l'application des changements amenés par le jugement. En collaboration avec des membres du Comité trans, nous avons aussi fait des recommandations quant à l'application des changements prescrits.

RECONNAISSANCE DES ORGANISMES LGBTQ+ AU FONDS D'URGENCE COVID

Un mois après le début des mesures sanitaires, nous écrivions une lettre à Bradish Chagger, ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse, afin de faire reconnaître les réalités et besoins des organismes LGBTQ+ québécois en situation de pandémie. Une demande similaire a été faite au gouvernement provincial. En conséquence, nos communautés ont été incluses dans les populations prioritaires et nos organismes ont pu accéder au financement prévu comme mesure d'urgence en soutien au milieu communautaire.

PROJET MUNICIPALITÉS

Le Conseil québécois LGBT travaille pour les droits des personnes de la DSPG de l'ensemble du territoire, et cela inclut les réalités vécues hors des grands centres urbains. Les gouvernements municipaux ont un grand pouvoir décisionnel, susceptible de changer concrètement le quotidien des personnes qui habitent leurs territoires. Afin de soutenir nos membres à l'extérieur de Montréal et les populations qu'ils desservent, le Conseil a entamé des discussions avec plusieurs organismes en région pour mieux comprendre leurs besoins et apprendre de leurs pratiques. Éventuellement, le Conseil approchera des réseaux nationaux comme l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités pour explorer des possibilités de collaboration.

LA REPRÉSENTATION

POLITIQUE

- Rencontre avec Alexandre Savoie, attaché politique de Manon Massé;
- Table ronde d'organismes LGBTQ+ avec les ministres Bardish Chagger et Steven Guilbault;
- Rencontre avec Jennifer Maccarone, députée de Westmount-St-Louis;
- Rencontre portant sur le Livre vert sur la réalité policière au Québec avec la conseillère de Ville Rosannie Filato;
- Rencontres avec l'équipe du Bureau de lutte à l'homophobie et la transphobie;
- Rencontre avec le cabinet du ministre de la Justice;
- Rencontre avec la ministre de la Condition féminine Isabelle Charest et les autres membres du comité 12 jours d'action contre la violence faite aux femmes;
- Rencontre avec les députés fédéraux conservateurs Luc Berthold et Éric Duncan;
- Rencontre avec Fernand Comeau et Joël Dupuis du Secrétariat fédéral LGBTQ2S.

ORGANISATIONS PARAPUBLIQUES

- Siège sur le comité « Profilage racial et social » de la Ville de Montréal;
- Table du président de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ);
- Rencontre avec le président et la vice-présidente de la CDPDJ, Philippe-André Tessier et Myrlande Pierre;
- Croix-Rouge pour le Fond d'urgence pour l'appui communautaire.

Rencontre virtuelle avec l'honorable Bardish Chagger, ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse



ÉVÉNEMENTS, COLLOQUES ET CONFÉRENCES

- Présentation au Sommet sur la réponse et la relance féministes du Canada;
- Panéliste pour Femmes et Égalité des Genres dans le cadre de la Semaine nationale de la fonction publique;
- discussion avec l'artiste Clara Painchaud dans le cadre de son exposition Running with the Argonauts à la Centrale galerie Powerhouse;
- Journées SAVIE-LGBTQ;
- Présence virtuelle à la Journée communautaire de Fierté Montréal;
- Prise de parole à l'événement de commémoration du 6 décembre 1989;
- Prise de parole lors de la commémoration en l'honneur des victimes LGBTQ+ de la COVID-19, organisée par la Fondation Émergence.

COMMUNICATIONS

DES LIENS FORTS AVEC LES ORGANISMES ÉTATIQUES

le Conseil a été régulièrement appelé à donner son avis dans le contexte de différentes consultations gouvernementales et de suivis de plans d'actions gouvernementaux, et à agir dans le cadre de diverses collaborations :

- Secrétariat à la Condition féminine du Québec
- Bureau de lutte contre l'homophobie
- Ministère de la Justice du Québec
- Ministère Femmes et de l'Égalité des genres Canada
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
- Secrétariat LGBTQ2 du Canada
- Ministère des relations internationales et de la francophonie du Québec
- Ville de Montréal
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ)

MÉDIA ÉCRITS

- 18 mai 2020, Le Journal de Montréal, Rejeté d'une étude parce qu'il est gai
- 5 juin 2020, La tribune, Aimer qui l'on veut
- 8 juillet 2020, Radio-Canada, Thérapies de réorientation sexuelle : Québec veut légiférer
- 22 septembre 2020, Le Soleil, M. Legault, le communautaire est écrasé par la pandémie et votre paperasse
- 21 octobre 2020, Le journal de Montréal, Le pape voit du bon dans l'union civile gai

L'INFOLETTRE

- Notre infolettre a été implantée en 2018 et depuis, notre audience n'a cessé d'augmenter : nous avons aujourd'hui 468 adresses courriel différentes qui reçoivent nos communications.
- Nous espérons poursuivre ce travail de communication et avoir encore plus d'abonné.e.s et de personnes intéressées à nos nouvelles et celles de nos membres !

L'EXTRANET

Nous poursuivons, avec House 9 Design, notre travail d'élaboration d'un extranet simple et intuitif. Il s'agit d'une plateforme de consultation qui nous permettra de partager de nombreuses ressources et communiquer avec nos membres de façon sécuritaire.

INSTAGRAM

L'année dernière, le Conseil a ouvert un compte Instagram pour étendre sa communication à des cibles plus jeunes. Ce réseau social nous permet de partager nos actualités et celles de nos membres grâce aux publications et aux stories. Nous comptons à ce jour plus de 1000 abonné.e.s, soit une augmentation de plus de 50% en un an !

CARREFOUR DES EMPLOIS LGBTQ+

Le Conseil a continué d'alimenter le carrefour des emplois et du bénévolat LGBTQ+, regroupant les offres d'emploi des organismes membres ou d'autres organisations du milieu. En plus d'offrir de la visibilité aux offres des différents organismes, la page profite aux personnes intéressées à travailler dans le milieu LGBTQ+, en centralisant et diffusant l'information.

GROUPE FACEBOOK POUR NOS MEMBRES

En attendant l'implémentation de son extranet, le Conseil continue d'utiliser un groupe Facebook réservé aux à ses membres pour qu'ils puissent interagir entre eux. Cette plateforme permet d'échanger des informations sur les événements et les activités des membres pour concorder les actions de ces dernier.e.s.

DIRECTIONS STRATÉGIQUES 2021-2022

Au cours de cette année qui s'achève, nous avons clôturé notre première planification stratégique. Celle-ci s'étend jusqu'en 2023. En conformité avec le plan d'action qui découle de cette planification, l'année 2021-2022 verra nos interventions s'orienter essentiellement sur le renforcement de capacités (au sein du CQ-LGBT et auprès de nos membres), la concertation et la collaboration, ainsi que la défense de droits.

SOUTENIR NOS MEMBRES

En ce qui concerne le renforcement de capacités, nous proposerons à nos membres un calendrier de formations sur les sujets qui les préoccupent. La première portera sur le statut d'organisme de bienfaisance. Nous entendons également rejoindre les groupes qui ont moins de ressources ou qui représentent des personnes au croisement des oppressions, et leur offrir un soutien accru. Il s'agit d'une mesure pour formaliser les pratiques intersectionnelles au CQ-LGBT et d'application d'une politique d'ADS+.

En parallèle, nous continuons de développer de meilleurs réflexes pour garder au centre de nos réflexions les enjeux qui touchent plus particulièrement les personnes au croisement des oppressions (sexisme, cissexisme, hétérosexisme, racisme, capacitisme, colonialisme, etc.), afin de développer des pratiques adéquates auprès de ces groupes.

Les douze prochains mois verront aussi la naissance de notre Alliance des organismes formateurs, une plateforme web qui fera la promotion des formations offertes par nos membres au grand public et en facilitera l'accès.

CONCERTATION

En ce qui concerne la concertation, l'année à venir nous permettra de renforcer les divers espaces qui ont été créés, d'explorer différentes méthodes de concertation avec nos organismes membres selon leurs réalités et les populations avec lesquelles ils travaillent. Nous travaillerons activement à chercher les moyens pour bâtir et pérenniser une culture de concertation basée sur l'empathie, la solidarité et l'écoute, dans la pleine reconnaissance des vécus grandement variés qui composent notre communauté.

Le deuxième Congrès des membres aura lieu en début d'année 2022, on espère fort que ce sera l'occasion de se voir en chair et en os!

ACTIONS POLITIQUES NON-PARTISANES

En faisant nos travaux relatifs au plan de revendications, nous disposerons d'une plateforme générale pour appuyer nos actions de plaidoyer, de représentation et de participation aux comités consultatifs auxquels les différentes instances gouvernementales nous convient régulièrement.

Un des sujets cruciaux que nous défendons concerne le financement des organismes LGBTQ+. Grâce à une subvention du fonds Charlot-Jeudy de Égides, et en partenariat avec le Réseau Enchanté, nous avons mandaté l'Institut de recherche et d'informations socioéconomique (IRIS) pour mener une étude sur le sous-financement historique de nos organismes. Nous espérons que les résultats de cette étude nous permettront d'appuyer nos revendications pour un rehaussement et une pérennisation du financement à la mission.

ÉDUCATION POPULAIRE

À l'hiver, nous produisons le premier guide portant sur les réalités des personnes intersexuées s'adressant aux professionnels des services sociaux. Cet outil verra le jour grâce à un financement du Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie.

Aussi, nous avons été sollicités pour des partenariats de recherche, notamment sur le croisement entre les réalités des personnes LGBTQ+ et la déficience intellectuelle, et sur la pauvreté au Canada chez les populations LGBTQ+. Si ces deux projets se confirment, nous y participerons avec un grand intérêt.

PROJET D'ATELIER D'INCLUSION POUR RESSOURCES SERVANT LES FEMMES TRANS ET NON-BINAIRES SURVIVANT-ES DE VIOLENCES SEXUELLES ET INTIMES

Le projet du volet violences, remanié dans une nouvelle formule complètement en ligne, sera donné à environ 30 centres de femmes ou maison d'hébergement pour les inciter à inclure les femmes trans et personnes non-binaires selon les meilleures pratiques. La formation sera donnée à des équipes de petite taille comme à des grandes, partout à travers le Québec. Une formule misant sur l'espace sécuritaire de discussion et de questionnement permet à chaque équipe d'intégrer de nouvelles connaissances selon sa propre réalité.

GALA

Enfin, l'année à venir nous portera à réfléchir à la formule de notre Gala annuel, qui prendra une pause en 2021. La pandémie a amené avec elle l'obligation de revoir nos façons de faire, et nous souhaitons profiter de l'occasion pour explorer les possibilités qui s'offrent à nous pour faire de cet événement un moment rassembleur qui célèbre d'abord et avant tout les valeurs de collaboration et de solidarité qui caractérisent l'engagement de nos membres au Conseil.

GALA ARC-EN-CIEL

Pour la 16e édition du Gala Arc-en-ciel, qui a eu lieu du 8 au 10 octobre 2021, le Conseil québécois LGBT a décidé de mettre en lumière le travail remarquable des 56 organismes LGBTQ+ que nous avons le privilège de compter parmi nos membres et agissant aux quatre coins du Québec. Des organismes portés par la vision d'individus d'exception ayant à cœur d'apporter un changement à nos sociétés.

Bien que la crise sanitaire ait particulièrement affecté nos communautés, les organismes LGBTQ+ qui existaient avant et qui existeront après cette tempête ont su se montrer inventifs, combatifs et résilients pour contourner les nombreux obstacles auxquels ils ont dû faire face.

Pour la première fois, le Gala Arc-en-ciel n'a donc pas récompensé de « gagnant-es », mais a célébré la résilience des travailleuses de l'ombre, qui chaque jour contribuent à changer nos sociétés.

Lors de cet événement virtuel, présenté conjointement avec la Banque Nationale, nous avons dévoilé une série de quatre vidéos dans lesquelles nous avons été à la rencontre de l'ensemble de nos membres, d'un bout à l'autre de la province. Nous avons présenté les activités, les équipes et la vision des organismes visités. Toutefois, nous avons décidé de mettre plus en lumière les organismes situés en dehors des grands centres en réponse à une revendication majeure soulevée lors de la première édition du congrès des membres.

Nous avons par ailleurs eu des entrevues en direct sur Facebook, animées par la comédienne Debby Lynch-White. Lors de ces diffusions en direct, nous avons discuté avec quelques-uns de nos organismes membres.



DU 8 AU 10 OCTOBRE 2020

EN LIVE
SUR FACEBOOK
ET LE SITE WEB
DU CQ-LGBT



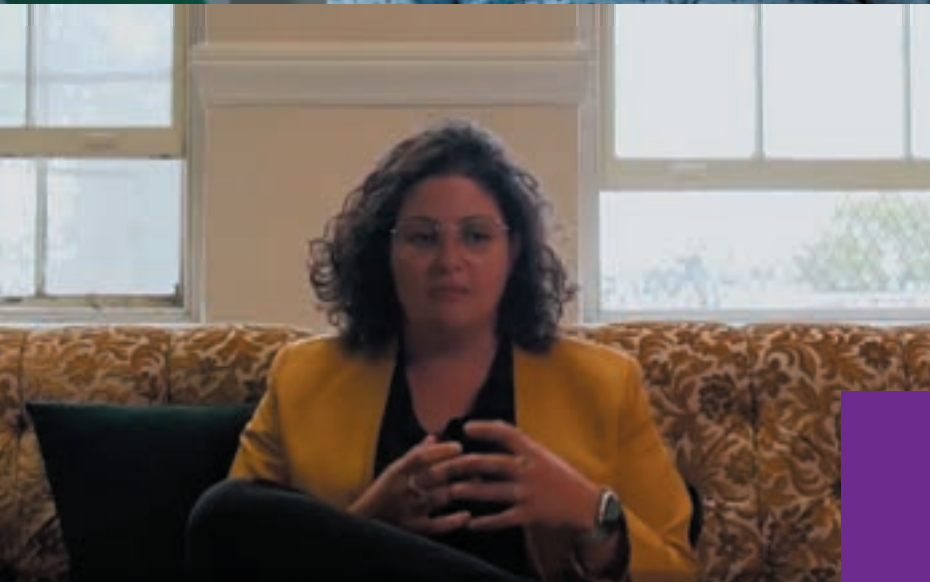


Au sein de la fondation est vraiment nécessaire

**TOURNAGE DES VIDÉOS
PRÉSENTÉS LORS DU GALA**



C'est sûr que vivre à la campagne, ici en tant que jeune, tu te questionnes



MEMBRES DU CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT



ALLIÉ.E.S DU CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT

— ALLIANCE
DES PROFESSEURS
ET PROFESSEURS
DE MONTREAL —





LA RÉFÉRENCE CENTRALE
en matière de défense des droits
des personnes lesbiennes, gaies,
bisexuelles et trans d'ici.



514 759-6844
info@conseil-lgbt.ca
www.conseil-lgbt.ca

C.P. 182, Succursale C
Montréal, Québec
H2L 4K1